

## Pour une nouvelle section CNU « Économie et Société »

---

*Nous, économistes de l'AFEP, sociologues, historiens, juristes, spécialistes des sciences de gestion, et des sciences politiques, mais plus généralement élus et citoyens intéressés à la place des questions économiques et de leur éclairage scientifique dans nos débats de société, réclamons la création d'une nouvelle section d'économie.*

Où va notre système économique ? Où vont nos sociétés qui en subissent si violemment les soubresauts ? Comment en est-t-on arrivé là ? Comment réagir ?

Les signataires de ce texte considèrent que la situation actuelle ne révèle pas seulement une crise de l'économie, mais également une crise intellectuelle profonde, celle de la pensée économique. Les causes de cette crise sont nombreuses, les solutions se situent entre autres dans l'inventivité théorique et pratique. Mais nous souhaitons pointer ici une cause institutionnelle, qui bloque cette inventivité et à laquelle une réponse politique, simple et rapide, pourrait être apportée. Une solution qui redonnerait, immédiatement, du souffle à la réflexion sur les affaires économiques et sociales de notre temps.

La production de la science n'est en effet pas qu'affaire de pensées individuelles éthérées. Elle s'inscrit toujours dans un cadre institutionnel. En science économique ce cadre a failli, il faut le changer. C'est ce que s'emploie à faire depuis maintenant un peu plus de deux ans l'Association Française d'Economie Politique (AFEP, <http://www.assoekonomiepolitique.org/>), qui plaide pour le pluralisme des idées, des méthodes, des objets au sein de sciences économiques qu'elle souhaiterait voir replacées dans le cadre général des sciences sociales.

Le constat de l'AFEP – association savante regroupant aujourd'hui près de 600 adhérents docteurs en sciences sociales - est simple : la pensée économique s'est progressivement nécrosée au fur et à mesure qu'elle s'écartait de sa posture originale de « science sociale » pour se calquer artificiellement sur les pratiques, les modalités d'organisation, de formalisation, et sur les critères de scientificité supposés être celles des « sciences normales » fondées sur l'existence de régularités naturelles. Cette dérive, profonde, est allée trop loin pour espérer que la simple bonne volonté de quelques-uns (il n'en manque sans doute pas) suffise pour parcourir le chemin inverse. La réalité du paysage scientifique des économistes aujourd'hui, en France, mais aussi au niveau international, est celle d'un considérable rétrécissement des méthodes et des concepts tolérés par la communauté scientifique comme « véritablement scientifiques ».

Les cadres du milieu universitaire (« les professeurs des universités »), qui encadrent des thèses, président des jurys, dirigent des masters ou des laboratoires, appartiennent presque tous ou presque aujourd'hui à un *mainstream* fondé sur un mixte constitué de méthodes mathématiques (assorties fréquemment d'une validation économétrique) et de la référence abstraite à un *homo oeconomicus* maximisateur ayant vocation, *a priori*, à expliquer *toutes* les interactions sociales. C'est le constat statistique qu'a établi l'AFEP (voir « *note statistique sur le recrutement des professeurs* » sur le site de l'association), et qui n'a donné lieu à aucune forme de contre-expertise, la communauté des économistes validant de fait ce constat.

**Faute d'une réforme institutionnelle, à horizon d'une dizaine d'années, la profession des économistes en France ne produira plus aucun économiste s'inspirant de la solide et longue tradition de l'économie politique** (classique, marxiste, keynésienne, institutionnaliste, hayékienne, walrassienne, etc.). Déjà aujourd'hui sa voix peine à se faire entendre dans un débat public saturé de références au seul *main-stream*. L'appauvrissement actuel des programmes de lycée consacrés à l'étude des sciences économiques et sociales apparaît ainsi comme une véritable répétition de cet assèchement en marche de la réflexion sur nos économies (pour cette raison, l'APSES, association des professeurs de SES au lycée, soutient fortement le combat de l'AFEP, au même titre que d'autres associations de sciences sociales).

Jamais plus qu'aujourd'hui nous n'avons eu besoin de débattre du fonctionnement concret de nos économies et de leur possible réforme. Pour que la démocratie respire à nouveau, le débat économique et social en son sein doit être nourri d'une *pluralité* d'analyses entre lesquelles il convient aux citoyens, et aux politiques qu'ils élisent, d'arbitrer. Pour que la pensée économique marche à nouveau sur ses deux pieds, l'approche formelle, qui a sa pertinence, et l'approche institutionnaliste qui renvoie à l'idée d'une construction sociale des faits, y compris des faits économiques, doivent pouvoir cohabiter. Il en va de la formation d'économistes conscients de l'imbrication étroite des phénomènes économiques et sociaux. Il en va aussi de la remise en marche, par la recherche, de la boîte à idées que les économistes peuvent et doivent fournir au débat public.

Ce constat, longuement étayé depuis deux ans par plusieurs rapports et articles accessibles librement en ligne (voir le site de l'AFEP) est partagé au plus haut niveau. Il a donné récemment lieu, à la nomination, par Madame la Ministre de l'*Enseignement Supérieur et de la Recherche* d'une mission « *qui aura pour objectif d'analyser la situation actuelle de la filière sciences économiques, au regard de ce principe de la diversité des modèles théoriques, des interfaces disciplinaires et des voies de formation et d'insertion professionnelle pour les étudiants, puis d'élaborer des recommandations et des propositions.* » notamment afin de « *veiller tout particulièrement à maintenir ou même enrichir la diversité des options théoriques et des méthodes, des contacts et passerelles interdisciplinaires et le potentiel global de renouvellement de toute la filière* ». Cette mission a été confiée à M. Pierre-Cyril Hautcoeur, économiste et président de l'EHESS.

Nous souhaitons dans ce contexte redire que la seule solution véritablement efficace pour redonner de l'air au pluralisme serait la création, au sein de l'institution qui organise la formation supérieure et la recherche en France, le Conseil National des Universités (CNU), d'une nouvelle section intitulée « Economie et Société ». Une telle décision relève d'une décision ministérielle, après consultation des différentes instances. Elle ne ferait certes sans doute pas grand bruit, et ne constituerait certes pas, en soi, une révolution. Mais elle redonnerait immédiatement de l'oxygène à une pensée sur l'économie qui en a cruellement besoin. Elle fournirait les conditions institutionnelles pour qu'un vrai pluralisme existe dans la vie des idées, dans la pensée économique et sociale, et *in fine*, dans les pratiques de l'économie dans la société.

La possibilité d'une telle création a déjà obtenu une certaine audience dans la profession (350 économistes titulaires de leur poste ayant publiquement indiqués leur désir de rejoindre une telle section). Elle a donné lieu à des discussions fructueuses avec la CPU, la CPCNU, les instances gouvernementales. Elle pourrait être une des solutions envisagées dans les conclusions de la mission sur les sciences économiques, dont nous ne pouvons certes présager.

Nous tous, élus, citoyens, et pour certains économistes, philosophes, sociologues, historiens, juristes, philosophes, spécialistes des sciences de gestion ou bien encore des sciences politiques, qui signons cet appel, soutenons le principe de création de cette nouvelle section CNU « économie et société ».

Tous, nous pensons que c'est là un enjeu décisif pour les sciences sociales et, beaucoup plus généralement, un enjeu de société pour, à moyen terme, nous sortir de la crise économique, sociale, mais aussi intellectuelle qui affecte nos sociétés menacées, comme le souligne Jürgen Habermas, de devenir « post-démocratiques ».

### ***Premiers signataires***

#### ***Elus (sénateurs ou députés)***

*Fanëlie CARREY-CONTE, Eva SAS, Barbara ROMAGNAN, Marie-Christine BLANDIN, Serge BARDY, Barbara POMPILI, Pouria AMIRSHAHI, Éric ALAUZET, Nathalie CHABANNE, François de RUGY, Corine BOUCHOUX, Marie-Christine BLANDIN, Esther BENBASSA, Aline ARCHIMBAUD...*

#### ***Universitaires, enseignants et chercheurs français en sciences sociales (plus de signataires, liste complète disponible sur le site AFEP):***

André ORLEAN (président de l'AFEP, Directeur de recherches CNRS), Michel AGLIETTA (Professeur d'économie, université Paris-Ouest), Olivier BEAUD (Professeur de droit public, université Panthéon-Assas), Stéphane BEAUD (Professeur de sociologie, Ecole Normale Supérieure), Luc BOLTANSKI (Sociologue, directeur d'études à l'EHESS), Robert BOYER (Economiste, directeur de recherches au CNRS, directeur d'études à l'EHESS), Alain CAILLE (Professeur de sociologie, université Paris-Ouest), Barbara CASSIN (Philosophe, directrice de recherches au CNRS, présidente de la section 35 « Philosophie » du CNRS), Bernard CHAVANCE (Professeur d'économie, université Paris-Diderot), Pascal COMBEMALE (Professeur de sciences économiques et sociales au Lycée Henri-IV), Alain DESROSIERES (Statisticien, Centre Koyré d'histoire des sciences), Claude DIDRY (Sociologue, directeur de recherches au CNRS), Jean-Pierre DUPUY (Philosophe, université Stanford), Olivier FAVEREAU (Professeur d'économie, université Paris-Ouest), Florence JANY-CATRICE (Professeure d'économie, université Lille1), Julien FRETTEL (Professeur de science politique, université d'Amiens, président de l'AECSP, Association des enseignants et chercheurs de science politique), Marjorie GALY (Professeure de science économiques et sociales, Lycée Fustel de Coulanges, Strasbourg, présidente de l'APSES, Association des

Professeurs de Sciences économiques et sociales), Agnès LABROUSSE (Maîtresse de conférences en économie, Université de Picardie - Jules Verne), Thomas LAMARCHE (Maître de conférences, université Paris-Diderot), Edwin LE HERON (Maître de conférences en économie, Sciences Po Bordeaux), Dany LANG (Maître de conférences en économie, université Paris 13), Philippe LEGE (Maître de conférences en économie, Université de Picardie - Jules Verne), Michel LALLEMENT (Professeur de Sociologie, CNAM), Romain LAUFER (Professeur de marketing, HEC), Jean-Louis LAVILLE ((Professeur de Sociologie, CNAM), Christian LAZZERI (Professeur de philosophie, université Paris-Ouest), Danilo MARTUCCELLI (Professeur de sociologie, Université Paris-Descartes), Philippe MINARD (Professeur d'histoire moderne, université Paris-8, directeur d'études à l'EHESS), Roland PEREZ (Professeur émérite en gestion, université de Montpellier-1), Claire PIGNOL (Maîtresse de conférences en économie, Université Paris1), Nicolas POSTEL (Maître de Conférences en économie, Université Lille 1), Gilles RAVEAUD (Maître de conférences en économie, université Paris 8 Saint-Denis), Philippe ROLLET (Professeur d'économie, président de l'Université Lille-1), Laurent THEVENOT (Sociologue, directeur d'études à l'EHESS, administrateur de l'INSEE), Robert SALAIS (Directeur de recherches au CNRS), Richard SOBEL (Maître de Conférences en économie, Université de Lille1), Philippe STEINER (Professeur de sociologie, université Paris-Sorbonne), Alain SUPIOT (Professeur de droit, directeur de l'Institut d'Etudes Avancées de Nantes, membre de l'Institut Universitaire de France), Laurent THEVENOT (Sociologue, directeur d'études à l'EHESS, administrateur de l'INSEE), François MORIN (Professeur, Toulouse), Hélène INSEL- ZADJELA (Professeure, Paris XIII)

***Universitaires et chercheurs étrangers. Premiers signataires provenant de 10 pays : Allemagne, Australie, Belgique, Brésil, Canada, Danemark, Etats-Unis, Irlande, Italie, Royaume-Uni e (liste en cours de constitution)***

Sylvie MOREL (Université LAVAL, Quebec), Ricardo ARAUJO, université de Brazilia (Brésil) ; Christian ARNSPERGER, université catholique de Louvain (Belgique) ; Isabelle CASSIERS, université catholique de Louvain (Belgique) ; Paul DAVIDSON, université du Tennessee (États-Unis) ; Amitava Krishna DUTT, université de Notre Dame (États-Unis) ; Gerald EPSTEIN, université du Massachusetts (États-Unis) ; Ben FINE, université de Londres (Royaume-Uni) ; Peter FLASCHEL, université de Bielefeld (Allemagne) ; Nancy FOLBRE, université du Massachusetts (États-Unis), Duncan FOLEY, New School for Social Research (États-Unis) ; Giuseppe FONTANA, université de Leeds (Royaume-Uni) ; Nancy FRASER, New school for Social Research, New York (États-Unis) ; Edward FULLBROOK, éditeur de la Real- World Economics Review (Royaume-Uni) ; James GALBRAITH, université du Texas (États- Unis) ; Geoffrey HODGSON, université d'Hertfordshire (Royaume-Uni) ; Jesper JESPERSEN, université de Roskilde (Danemark) ; John KING, université de La Trobe (Australie) ; Marc LAVOIE, université d'Ottawa (Canada) ; Tony LAWSON, université de Cambridge (Royaume-Uni) ; Fred LEE, université du Missouri (États-Unis) ; Stephen MARGLIN, université Harvard (États-Unis) ; Terrence Mc DOUNOUGH, université de Galway (Irlande) ; Richard R. NELSON, université Columbia (États-Unis) ; José Antonio OCAMPO, université Columbia (États-Unis) ; Luigi PASINETTI, université catholique de Milan (Italie) ; Michael PIORE,

MIT (États-Unis) ; Theodore M. PORTER, université de Californie (États-Unis) ; Malcolm SAWYER, université de Leeds (Royaume-Uni) ; Bertram SCHEFOLD, université Goethe (Allemagne) ; Juliet SCHOR, Boston College (États-Unis) ; Tom STANLEY, Hendrix College (États-Unis) ; Diane TREMBLAY, université du Québec (Canada) ; Till VAN TREECK, IMK (Allemagne).

*Elus*